

Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE)

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ

Téléphone : 514.390.0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

Cahier de congrès Version finale



Congrès de la CLASSE

Samedi et Dimanche les 11 et 12 août 2012
9h00

Lieu

Université Concordia
Édifice Hall H-435
1455 de Maisonneuve Ouest 4^e étage

Frais de participation

Détails à venir

Hébergement

Hébergement militant
S'il-vous-plaît, en faire la demande

Association hôte

GSA Concordia

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	3
Lettres de candidature.....	4
Candidature de Guillaume Vézina au Comité à l'information.....	4
Candidature de Kate Blais au Comité aux luttes sociales.....	4
Candidature de Samuel Ragot au Comité à l'information.....	5
Candidature de Laury Chayer au Comité média.....	6
Candidature de Gabriel Dumas au Comité maintien et élargissement de la grève.....	8
Candidature de Frédéric Samuel au Comité maintien et élargissement de la grève.....	8
*Candidature de Louisa Worrell au Comité maintien et élargissement de la grève.....	8
Textes de réflexion.....	10
Comment gagner la grève malgré des élections?.....	10
Entre idéalisme et pessimisme: trouver la ligne juste	12
Texte de réflexion sur la grève en période de campagne électorale.....	14
Bilan du Conseil exécutif.....	18
Propositions.....	21
Annexe A – «We Are Many Youth, But With One Struggle» : Manifeste du mouvement étudiant international.....	24
Annexe B – Prévisions budgétaires.....	27
Annexe C - Lettre de solidarité avec la Fédération étudiante argentine «Mouvement de participation étudiante ‘Camilo Cienfuegos’».....	28
Annexe D – Lettre de solidarité avec la Colombie.....	30

*Une astérisque indique que la candidature ou la proposition n'a pas été transmise dans les délais prescrits.

Proposition d'ordre du jour

1.. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Présidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Adoption du procès-verbal

2.0 Bilan

3.0 Plan d'action

3.1 Grève

3.2 Manifestation et action

3.3 Autres

4.0 Revendications

5.0 Femmes

6.0 ASSÉ

6.1 Prévisions budgétaires

7.0 Élections

6.1 Comités et Conseils de la CLASSE

6.1.1 Présentation

6.1.2 Plénière

6.1.3 Scrutin

8.0 Avis de motion

8.1 Dépôt des avis de motion

8.2 Traitement des avis de motion

9.0 Prochains Congrès de la CLASSE

10.0 Varia

Lettres de candidature

Candidature de Guillaume Vézina au Comité à l'information

*Membre de l'AEMSP-UQAM
Appui de la SOGÉÉCOM*

Bonjour, suite aux démissions de Julien Royal et Philippe Éthier des amis m'ont fait savoir que l'exécutif allait avoir besoin d'aide pour continuer à coordonner la production de matériel d'information.

Au début, j'étais très emballé à l'idée de retourner sur l'exécutif¹. J'ai encore l'envie et l'énergie de militer au sein des structures de l'ASSÉ/CLASSE. Par contre pour des raisons personnelles au niveau de l'organisation et la gestion de ma vie, je considère que je n'ai plus les mêmes disponibilités, ce qui nuirait grandement à terme à mes capacités à réellement aider l'exécutif. Ainsi, je préférerais laisser le poste de secrétaire à l'information vacant au lieu de le combler partiellement ou de devoir le quitter avant la fin du mandat. Lorsqu'on prend un mandat dans une association étudiante ou dans une équipe nationale, il ne faut jamais prendre de telles tâches à la légère. Ultimement, il faut pouvoir remplir ses fonctions de façon efficace et aussi savoir les mener à terme autant que faire ce peu!

En ce sens, j'ai décidé d'aider l'équipe nationale en me présentant au comité information. Bien que je ne sois pas un très bon graphiste, je considère que ce comité est déjà rempli de personne apte à accomplir ces tâches. Ainsi je veux dans un premier temps offrir mon support dans les tâches de coordination de la production de matériel d'information. Je compte également donner un coup de main sur les réseaux sociaux même si à mon sens cette tâche est plus attribuable au comité média à la CLASSE.

¹ Pour les délégations qui ne seraient pas au courant, j'étais secrétaire à l'information sur l'exécutif de l'ASSÉ/CLASSE durant la dernière année.

Pour ce faire, je compte faire un suivi régulier avec l'exécutif en place ainsi que le reste du comité information.

Que la lutte continue!
Guillaume Vézina *alias* Chapeau

Candidature de Kate Blais au Comité aux luttes sociales

*Membre de l'AGEEPP-UL
Appui de l'AGEEPP-UL*

Aux membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante,
Je me nomme Kate Blais. J'habite présentement à Québec et j'étudie en Philosophie et Science Politique à l'Université Laval. De plus, je détiens un certificat en Études sur la Toxicomanie. Je me suis beaucoup dans la grève étudiante depuis quelques mois, ce qui m'a permis de reconnaître l'importance que représente l'ASSE comme moyen d'actualiser les revendications et l'investissement étudiant dans la société.

Pour moi, le comité aux luttes sociales de l'ASSÉ est primordial, car il met d'avant les grands enjeux de société, et ce, à l'échelle internationale. D'ailleurs, certaines causes me tiennent à coeur, tellement, qu'elles m'ont donné envie de donner de mon énergie dans ce comité.

Au niveau local, je me positionne d'abord contre la privatisation des services publics, et dans un même temps, en faveur d'institutions plus justes qui avantageraient les populations les plus démunies. Je suis fermement contre la plupart des politiques conservatrices du gouvernement Harper, qui tente de remettre au goût du jour, par exemple, la peine de mort que je crois être un

moyen illégitime considérant qu'un État ne peut avoir le droit de vie ou de mort sur ces citoyens ou encore la question de l'avortement dont la légalité actuelle, selon moi, ne devrait même pas être remise en question, pour des raisons des droits fondamentaux des femmes. Je me positionne également en faveur de la lutte anticapitaliste et contre l'exploitation perpétrée par les élites économiques. Je défends les droits des minorités, les femmes, les immigrants et les homosexuels; d'ailleurs, je m'inscris dans une idéologie d'inter-culturalisme, de collaboration et de pacifisme entre les peuples de notre planète. Enfin, je m'oppose aux politiques de tolérance zéro, c'est pourquoi je suis pour la décriminalisation de la prostitution, de la consommation de cannabis et pour les politiques de réduction des méfaits, car elles stigmatisent fortement les personnes qui s'y adonnent et les marginalisent, leur donnant peu de moyen de prendre part à la société en tant que citoyens à part entière.

Au niveau international, j'appuie fortement les mouvements étudiants chilien, anglais, etc., en fait, toutes les luttes qui s'inscrivent dans une perspective progressiste, et ce, perpétrées par des citoyens qui se sentent brimés, et qui ont le courage de le crier haut et fort. Par exemple, j'appuie les mouvements anticolonialistes et anti-impérialistes de certains pays, pour la seule et unique raison qu'aucun peuple ne mérite de se faire imposer une quelconque idéologie, aspect culturelle ou de se faire exploiter. Pour moi, c'est une question de respect de l'intégrité, mais aussi de compréhension, car le chauvinisme culturel et l'occidentalocentrisme, sont selon moi, certains des plus grands problèmes de notre siècle: personne ne peut prétendre avoir une culture ou un mode de vie supérieur, et ce, parce que nous sommes avant tout, des êtres humains, donc égaux dans les droits et dans les faits. Je condamne donc les campagnes de peur qui sont perpétrées par les occidentaux, par exemple, contre l'Islam, et les populations musulmanes et j'invite les gens, au contraire, à s'ouvrir plus grandement sur les différences qui ne peuvent être qu'enrichissantes. En ce qui concerne le

conflit Israëlo-palestinien, j'appuie la lutte palestinienne et je m'oppose grandement à toutes les interventions paternalistes et abusives des autres nations dans les conflits au Moyen-Orient. Enfin, j'aimerais m'investir dans la lutte contre la pauvreté et l'exploitation des peuples du Tiers-Monde. Finalement, c'en quoi j'excelle le plus, c'est surtout quand je suis sur le terrain, et que j'entre en contact avec les gens directement. J'ai la capacité de vulgariser et d'analyser rapidement les personnes auxquelles j'ai affaire afin d'employer un discours qui sera compris et cohérent. Je suis tout à fait à l'aise à faire des discours et parler devant beaucoup de gens. J'ai également une bonne capacité de rédaction et une facilité à faire des recherches et à synthétiser, mais également à organiser des événements. J'ai fait beaucoup de bénévolat dans ma vie, et j'adore ces expériences. Quand je m'engage à quelque chose, je le prends intimement à coeur et le respecte.

Solidairement,

Kate Blais

Candidature de Samuel Ragot au Comité à l'information

Membre de l'AECCSSP-UQAM

Appui de l'AFÉA-UQAM

Camarades,

Je souhaite par la présente vous informer que je désire me présenter au Comité information de l'ASSÉ/CLASSE.

Tout au long de mon parcours militant, j'ai toujours désiré mettre de l'avant une information claire et efficace pour faire la promotion de nos idées. Il me semble particulièrement important que pour la suite de notre lutte, un maximum de personnes s'affaire à cette tâche afin que le discours combatif que nous tenons soit remis de l'avant et soit bien diffusé auprès de la population, sans nécessairement passer par les médias traditionnels qui nous sont hostiles en bonne partie. Notre capacité à présenter nos idées et nos revendications de façon claire et

intelligible sera, à mon sens, un facteur déterminant pour l'élargissement de notre lutte, notamment vers la grève sociale. En tant que tel, je désire plus spécifiquement me pencher sur la question de l'information au niveau du web classique et 2.0. Mes connaissances et aptitudes en programmation web pourront, je le pense, être utiles au Comité. J'ai déjà par le passé aidé de façon sporadique au niveau du web de l'ASSÉ et d'autres projets (mouvementetudiant.info, uqamengreve.com par exemple) mais être sur le Comité information me permettrait de m'investir plus sérieusement.

Solidairement,

Samuel Ragot,

AFESPED

Candidature de Laury Chayer au Comité média

Membre de l'AECSSP-UQAM

Appui à venir

Par la présente, je soumetts ma candidature dans la mesure où le comité médias a été élargi, selon la volonté des membres du congrès de la CLASSE. Je suis membre de la CLASSE par l'entremise de l'AECSSP (Association étudiante des cycles supérieurs de science politique de l'UQAM).

Mon implication au sein des initiatives de l'ASSÉ date de l'année 2006-2007 ; j'ai été membre de «l'équipe de mobilisation volante» du CRAM (Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal). Puis mon engagement pour la mobilisation a, en quelque sorte, débordé du cadre de la communauté étudiante. Car en effet, la lutte étudiante n'a rien à voir avec la défense des intérêts pécuniaires d'un petit groupe de la société, comme l'ont laissé entendre des démagogues ayant largement trouvé tribune auprès des médias de masse

depuis le début de la grève en cours (et avant). D'où l'importance de communiquer des idées et des principes, élaborés et votés entre autres dans les instances de la CLASSE, mais qui se veulent avant tout populaires.

Or, force est de constater qu'une grève, bien qu'elle puisse durer plus de trois mois, nous laisse peu de temps pour diffuser un discours, expliquer des concepts aux citoyens et citoyennes du Québec. Si la grève met en place l'escalade des moyens de pression symboliques, la valeur d'une «progression des interventions communicationnelles» (avant, pendant, et après la grève) à la fois dans les grands centres et les régions n'est pas inférieure. L'ASSÉ et la CLASSE ne se sont jamais considérées comme des élites politiques bien pensantes, c'est pourquoi elles doivent avoir, selon mon humble avis, le devoir de se faire entendre et comprendre autant que possible par les citoyens et citoyennes du Québec qui, bien que souvent plus ou moins politisé(e)s, sont tout à fait en mesure de comprendre le jargon de la CLASSE lorsqu'il est expliqué plus longuement. Bien que beaucoup de formules démagogiques aient pu circuler et être intégrées dans le public – déséquilibre du rapport de force communicationnel oblige –, qu'il est souvent difficile de faire face à des points de vue hostiles de la part d'allié(e)s potentiel(le)s et que dans bien des cas, le dialogue ne peut mener au degré de persuasion espéré, il serait condescendant de négliger ce travail de communication et de sensibilisation. Depuis des décennies, voire plus encore, le discours néolibéral a petit à petit su pénétrer le tissu social (réf. pré-propagande, chez Jacques Ellul). Par conséquent, dans des conjonctures où il y a confrontation avec les mouvements sociaux, la récupération est à portée de main. Pour éviter la récupération ou le contrôle des cadres du débat social (de ses référents, des enjeux, de la définition des acteurs sociaux et des problèmes) par le gouvernement et d'autres types d'opposants, et pour ainsi contrer le déséquilibre des rapports de force, il

est essentiel à mon avis d'investir beaucoup d'énergie dans la mobilisation du public, dans la circulation du discours de façon directe auprès de la population.

Par ailleurs, toujours selon mon analyse personnelle bien modeste, un recul gouvernemental dû à un ras-le-bol de la pression exercée par un grand nombre d'étudiantes et d'étudiants très souvent dans la rue ou par une perturbation du déroulement normal des activités économiques menacées n'est pas synonyme d'une victoire réelle puisque la crédibilité et la légitimité de ce gouvernement restent intouchées et il pourra répéter les mêmes actions dans le futur. Toutefois, un recul gouvernemental causé par un large appui populaire à des idées et pratiques contraires à celles du gouvernement représente une défaite gouvernementale à tous les niveaux. Sans nier l'importance du symbolique – bien au contraire – l'objectif de l'explication de cette perspective est de montrer ce à quoi j'aimerais contribuer, c'est-à-dire à un meilleur rapport de force pour le mouvement étudiant en passant par la mobilisation citoyenne. Pour ne donner qu'un exemple, l'utilisation plus en profondeur de médias alternatifs (ex. médias locaux et régionaux, médias sociaux, ...) serait un moyen à envisager. Par ailleurs, ce meilleur rapport de force peut passer par l'élaboration de stratégies communicationnelles qui ont pour but de contrer les agendas gouvernementaux et médiatiques ainsi que les campagnes de «salissage» contre le mouvement étudiant. Je crois que davantage d'élu(e)s doivent être affecté(e)s à cette tâche puisque nous avons été une cible très prisée dans les derniers mois et nous pouvons être plus offensifs et offensives à cet égard, question d'affirmer notre légitimité et notre crédibilité maintenant, mais aussi pour les futur(e)s militant(e)s étudiant(e)s qui auront aussi leurs luttes à mener dans des instances similaires, voire les mêmes que les nôtres.

Personnellement, le fait que la gratuité scolaire et que l'éducation comme projet de société et non comme marchandise soient perçues comme des idées «radicales» et «marginales» me dérange et m'inquiète sérieusement. Encore davantage lorsque la corruption, les hiérarchies verticales injustes, le pillage des ressources collectives (etc.) vont bon train. Je passerai certainement ma vie à tenter de renverser les perceptions sur ce qui est actuellement souvent jugé radical et marginal.

Je travaille présentement, dans le cadre de mon mémoire et de travaux de recherche à l'UQÀM sur les stratégies de communication d'une part de groupes environnementaux québécois, puis de groupes féministes. Très assidue sur l'analyse de la couverture de presse (et des tribunes publiques) du mouvement étudiant – travail particulièrement féroce sur le moral et la santé mentale en général –, pourquoi ne pas en faire bénéficier la CLASSE de façon plus directe et officielle ?! Je l'offre. En fait, j'offre du temps et certaines compétences. En dernier lieu, pour affirmer et assumer des déterminismes qui motivent un penchant pour la stratégie communicationnelle et la mobilisation citoyenne partout au Québec, je me dois de mentionner d'abord un baccalauréat en Communication, Politique et Société à l'UQÀM, des origines familiales liées à la région du Saguenay-Lac-St-Jean, puis un mode de vie semi urbain (Montréal)/semirural (Saint-Antoine-sur-Richelieu, beau village prônant les coopératives).

Alors voilà. Au plaisir !

Laury Chayer

***Candidature de Gabriel Dumas au
Comité maintien et élargissement
de la grève***

Membre de l'AFESH-UQAM

Appui à venir

Salutations camarades,

Le combat perdure, mon désir d'implication également.

J'aspire dès lors à reprendre mon poste de bureaucrate aguerris au sein du comité maintien et élargissement de la grève, afin que SIGGI, notre puissante base de données, connue et vénérée par tous et toutes, brille de tout ses feux!

Solidairement,

Gabriel Dumas

***Candidature de Frédéric Samuel au
Comité maintien et élargissement
de la grève***

Membre de l'AECSL

Appui de l'AECSL

Bonjour à vous,

Je souhaite vous présenter ma candidature au Comité maintien et élargissement de la grève de la CLASSE.

Je suis présentement étudiant en technique de bioécologie au Cégep de Saint-Laurent et militant de l'AECSL.

Cela fait maintenant 4 ans que je m'implique au sein de cette association, d'abord au comité Externe du conseil exécutif, puis en tant que militant au comité de mobilisation et permanent-étudiant au poste de documentaliste.

Je présente ma candidature maintenant car je pense que nous sommes à un moment où l'implication dans le Comité maintien et élargissement de la grève est plus importante que jamais. La tâche de mobilisation à venir pour

éviter le piège électoral et continuer la lutte pendant la campagne et après le 4 septembre, peu importe les résultats, s'annonce énorme. Surtout en ayant à faire face à un discours électoraliste délétère mis de l'avant par une partie du mouvement étudiant et de la gauche québécoise. L'histoire compte déjà beaucoup trop de mouvements de contestation qui se sont éteints dans les urnes et nous devons faire tout ce qui est possible pour que la lutte actuelle ne se termine pas de cette façon.

Je pense avoir tout ce qu'il faut pour aider sur ce comité. Je suis très à l'aise en mobilisation après 4 ans de pratique assidue et j'ai déjà participé à quelques unes des tournées de diffusion du manifeste - à Saint-Hyacinthe, Granby, dans le Bas du fleuve et en Abitibi - lors desquelles je pense avoir fait une bonne job.

J'abhorre les lettres de présentation donc je vais clore ici, mais vous pouvez m'écrire si vous avez des questions. L'assemblée générale de l'AECSL se tient pendant le congrès samedi, mais je serai présent dimanche et donc probablement pour le point élection.

Solidairement,

Frédéric Samuel

****Candidature de Louisa Worrell au
Comité maintien et élargissement
de la grève***

Membre de l'AFESH-UQAM

Appui de l'AFESH-UQAM

Camarades,

Je vous présente ma candidature pour le comité maintien et élargissement de la grève. J'espère bien pouvoir continuer de contribuer au mouvement avec un rôle plus formel. Après avoir intégré l'UQAM en septembre 2011, je ne m'attendais pas à faire partie du mouvement de grève étudiant le plus grand et le plus long de l'histoire du Québec.

J'ai commencé à militer à Toronto en 2008, puis j'ai continué de m'impliquer à l'université d'Ottawa. Malheureusement, le mouvement étudiant anglophone en Ontario a beaucoup de difficulté à mobiliser les étudiantEs. Je me suis donc tourné vers les mouvements universitaires qui travaillaient pour la justice sociale en direction des communautés étudiantes et non-étudiantes. J'ai gardé des bons rapports avec des militantEs de plusieurs universités du sud de l'Ontario. J'ai aussi des liens avec des universités anglophones à Montréal, ce qui sera utile pendant ce mois important pour notre mouvement.

J'ai commencé mon militantisme à l'UQAM en septembre avec le comité de mob AFESH. J'ai ainsi appris comment les assemblées générales et les congrès fonctionnaient. Apprendre le processus de démocratie directe m'a ouvert les yeux, et maintenant j'en vois les possibilités illimitées.

Je crois fortement dans la justice sociale. L'injustice qu'on vit en ce moment est une manifestation d'un système profondément corrompu qui doit être abattu. N'oublions pas que les travailleur-euse-s ont parfois perdu leurs vies dans la lutte pour la justice. N'oublions pas que le capital et ses intérêts sexistes, racistes, coloniaux, impériaux, homophobes, pour n'en nommer que quelques-uns, doivent être combattus sans relâche.

Continuons jusqu'à la victoire!

Louisa Worrell

Textes de réflexion

Comment gagner la grève malgré des élections?

par Guillaume Vézina (Chapeau)

Ce texte vise à stimuler la réflexion autour des votes de reconduction qui arrivent très rapidement. De plus, nous sommes maintenant plongés dans un contexte électoral qui ne fait que complexifier notre tâche ou du moins la rend plus délicate à aborder. Les votes de reconduction qui arrive n'ont rien à voir avec les derniers que nous avons pu vivre leurs contextes sont extrêmement différent. Face à ceux-ci, il importe d'arriver bien préparer à nos assemblées générales. Il faudra bien comprendre le contexte politique dans lequel nous évoluons pour nous assurer que la proposition de reconduction réponde à ce contexte.

Le contexte : Lors des derniers votes de grève, les étudiantes et étudiants votaient machinalement la grève chaque semaine en attendant que le gouvernement plie un jour ou l'autre. Cet état d'esprit était tellement répandu qu'une grande partie des assemblées générales avaient simplement décider de reconduire leur grève jusqu'à un événement X (gratuité scolaire, gel, offre, etc.) les gens savaient qu'ils et elles étaient prêt et prête à rester en grève longtemps pour avoir gain de cause. Malgré tout, la lutte était toujours effective et les gens restaient sur le qui-vive. On pouvait aisément le constater lors de différents événements où les foules se rassemblaient dans les manifestations de nuit pour répondre à l'actualité (offre bidon du gouvernement, loi matraque, etc.). Par contre, lorsque le gouvernement a décrété l'été avec la loi 12 (projet de loi 78) on a rapidement vu une démobilisation s'opérer sur le terrain, les étudiantes et les étudiants sont partis occuper leur emploi d'été, ou leur autre occupation. Cette situation apportait une zone d'incertitude où les gens commençaient à douter de la reprise de la

grève. On pouvait craindre un effet de démobilisation lié à l'accalmie estivale. Malgré tous, les chances restaient bonnes de reconduire la grève à la fin de l'été.

À cette situation, il faut maintenant ajouter la réalité électorale qui vient modifier notre rapport de force face au gouvernement. En effet, l'entrée en campagne électorale nous met dans une situation où nous n'avons plus d'interlocuteur ou d'interlocutrice capable de changer la décision du gouvernement. Cela voudrait dire qu'en renouvelant la grève nous serions en grève au minimum jusqu'au lendemain du scrutin et possiblement plus longtemps. Au-delà de la durée de la grève, les élections ont parfois été proposées par des analystes politiques comme moyen de sortir de la crise certains militants et certaines militantes ont même repris cette idée allant même jusqu'à mettre de l'avant des propositions de moratoire sur la hausse des frais jusqu'à des élections. Ainsi il est possible qu'une partie des étudiants et des étudiantes soient satisfaits et satisfaites par le déclenchement d'élection et accepte de rentrer en classe.

À cela s'ajoute la question de la légitimité, bien que nos assemblées générales aient fait la preuve qu'elles étaient légitimes dans leur prise de décision, le système parlementaire est une institution centenaire qui jouit aussi d'une certaine légitimité. Il est donc possible que des étudiants et des étudiantes considèrent que leur sort repose sur le résultat électoral. Si les libéraux sont réélus, les étudiantes et étudiants ne seraient plus légitimes de faire la grève, si la CAQ, le PQ ou un autre parti gagne, nous aurions partiellement gagné ou perdu selon le cas. Bref, la légitimité du système électorale se confrontera à la légitimité de nos assemblées générales. Dans un tel contexte, notre devoir est de conserver le maximum de notre rapport de force de façon à ne jamais s'avouer vaincu ou surclasser par une institution qui sort, en grande partie, de notre contrôle. En ce sens, il faut garder la grève vivante autant dans l'imaginaire que dans son effectivité si possible. Tout en gardant en tête que

l'on tente de se rapprocher au maximum de ce qu'on pourrait appeler une victoire, je vois trois scénarios qui s'offrent à nous.

Le premier scénario serait celui de s'en remettre aux élections. Soit « *Que l'on arrête la grève générale illimitée* ». Une telle stratégie viserait à s'en remettre à la légitimité électorale et à dire que la grève est arrivée au bout de ses capacités en forçant le gouvernement à déclencher des élections. Comme je l'ai expliqué plutôt, je considère que c'est une mauvaise stratégie, car l'on perd notre rapport de force et à court terme, ainsi qu'à long terme dans une possible reprise de la lutte étudiante contre un gouvernement nouvellement élu.

Le deuxième scénario consiste à faire exactement l'inverse. C'est-à-dire proposer de continuer la grève coûte que coûte sans nuance. Soit « *Que l'on reconduise la grève générale illimitée jusqu'au 5 septembre* ». Comme je vous l'ai expliqué, c'est un pari risqué. Si l'on gagne, les enjeux entourant l'éducation et la liberté d'expression vont être au centre de toutes les préoccupations de la province. Si l'on perd, on perd non seulement le mouvement qui prendra fin, mais il sera pratiquement impossible de le repartir plus tard, car une non-reconduction sera un aveu de la confiance des assemblées dans la légitimité du processus électoral. Ou à tout le moins, c'est ce qu'elle laissera croire. Je me permets de douter d'une telle confiance envers le processus électoral de la part des étudiantes et étudiants ayant connu la démocratie directe. Malgré tout, je dois avouer que je suis craintif à l'idée du refus d'une telle proposition d'où l'idée d'un troisième scénario.

Le troisième scénario consiste à proposer une reprise de la grève décaler dans le temps de façon à poser un ultimatum au prochain gouvernement. Une telle proposition pourrait se libeller : « *Que l'on reconduise la grève générale illimitée au début de la session d'hiver 2013 si le gouvernement n'est pas revenu sur sa décision d'augmenter les frais de scolarité. Qu'en ce sens, que l'on reprenne les cours d'ici la fin de l'ultimatum.* » L'avantage d'une telle proposition c'est qu'elle permet une autre issue intermédiaire

entre le scénario 1 et 2. De plus, si c'est la volonté des assemblées, il est facile de revenir au scénario 2 par un simple amendement. Du même coup, si les assemblées croient réellement au scénario 1 ils et elles n'auront qu'à tout battre. Une telle proposition est beaucoup plus facile à gagner dans des assemblées générales qui pourraient se voir réticentes à la poursuite de la grève. Cette proposition nous permettrait d'éviter une fin catastrophe où le processus électoral semble avoir foi de tous et du même coup on évite le sentiment de défaite qui pourrait résulter en démobilitation générale. Bref, si l'on ne peut pas conserver la grève à cause d'un contexte particulier, il faut au moins conserver le sentiment de mobilisation qui existe chez les différents militants et les différentes militantes ou les différentes manifestantes et différents manifestants. Cela nous permettrait d'au moins menacer le prochain gouvernement, quel qu'il soit pour que ce dernier s'engage rapidement à exécuter ses promesses ou encore qu'il revienne sur d'anciennes décisions.

Cela dit, on peut spéculer à savoir quand est-ce que les étudiants et étudiantes seront les plus enclins et enclines à continuer la grève, mais en ce qui me concerne je n'en sais rien. Maintenant, demain, l'hiver prochain? Une seule chose est sûre, je ne pense pas qu'en février ou en mars dernier aucune association étudiante n'a voté la grève avec l'idée de revendiquer de simple élection. Nous avons un projet de société à défendre et à construire c'est ce que nous avons fait tout l'hiver et les étudiants et les étudiantes ne sont pas moins convaincus maintenant de leurs valeurs, leurs principes et leurs convictions.

Consolidons la gauche, rallions le centre et marginalisons la droite!

Entre idéalisme et pessimisme: trouver la ligne juste

par le conseil exécutif de la SOGÉÉCOM

Outre ce titre provocateur, ce texte se veut une piste de réflexion quand à la stratégie à adopter pour la non-rentree. Malgré les discussions informelles entre militant-e-s, l'idée de continuer la grève et d'éviter qu'il y ait une rentrée forcée par la loi 12 n'a pas encore soumis aux différentes assemblées générales.

Dans ce contexte, plusieurs considérations sont à prendre en compte et nous souhaitons partager celles qui ont émergé à travers des discussions entre militant-e-s à la SOGÉÉCOM. Nous soulignons d'entrée de jeu que les conséquences de la loi 12 ne sont pas prises en compte dans nos réflexions; nous assumons de facto qu'elle ne sera pas respectée. Nous ne nions pas, par contre, qu'elles feront peut-être partie des débats lors des assemblée générale.

Deux stratégies semblent s'opposer en ce qui concerne la continuation de la grève. Il y a d'abord celle de reconduire coûte que coûte jusqu'à une victoire, vraisemblablement à la suite de la période électorale. La seconde stratégie évoquée serait de suspendre la grève le temps des élections, quitte à faire des journées de grève pour défier la loi 78 pour, par exemple, participer à la manifestation du 22 août.

Penchons nous d'abord sur les critiques et réserves émises sur cette dernière avenue. Abandonner - même temporairement - notre principal moyen de pression pourrait donner l'impression symbolique de baisser les bras et pourrait avoir un effet démobilisateur quant à la lutte active. Un retour en grève à la suite d'un difficile retour en classe pourrait alors s'avérer ardu, d'autant plus que certain-e-s évoqueront la légitimité d'un gouvernement fraîchement élu. Cette stratégie pourrait également donner l'impression d'envisager les urnes comme une solution ou une partie de solution pour obtenir nos revendications, ce qui semble contraire au

syndicalisme de combat que nous pratiquons.

L'inconvénient majeur associé à tenter de reconduire la grève immédiatement est qu'il nous paraît aussi difficile de reconduire en période électorale que d'organiser un retour en grève planifié après les élections. Les réticences de certain-e-s militant-e-s pro-grève plus précaires se font déjà sentir par rapport à l'AFE qui ne sera pas versée avant octobre prochain, si la session d'automne n'est pas repoussée encore plus. L'idée même de faire trois semaine de grève dans une période où l'État sera incapable de satisfaire à nos revendications en rebute plusieurs.

Deux stratégies, une même perspective combative

L' "opinion publique" clame que la grève étudiante sert les intérêts électoraux du PLQ et qu'une reconduction nous ferait « tomber dans le panneau ». Bref, on nous suggère un portrait assez sombre d'abandon de la grève à des fins électoralistes. Reconduire la grève servirait ainsi les intérêts électoraux de Jean Charest et sa clique et la suspendre répondrait aux attentes électoralistes de certain-e-s étudiant-e-s. Ce qui importe alors face à cette impasse est de s'en tenir à ce qui caractérise la combativité de la CLASSE: nous devons compter sur nos propres moyens et se servir de notre rapport de force face à l'État.

Il est évident que nous souhaiterions que la grève soit reconduite pendant les élections, mais nous devons surtout travailler à ce qu'elle le soit *après*. Objectivement, il nous faut constater que le gouvernement ne peut plus décider grand chose en période électorale. En étant à deux doigts de forcer une annulation de session pour des dizaines de milliers d'étudiant-e-s à travers le Québec nous avons construit un immense rapport de force. Nous serions ainsi à même de menacer l'État peu importe le résultat des élections si la hausse des frais de scolarité est maintenue.

Si le Parti québécois était élu et acceptait nos revendications, ce serait le résultat de notre rapport de force et non d'un quelconque

lobbyisme crasse propre aux Fédérations étudiantes. De même, une victoire face au Parti libéral serait le résultat de nos pratiques combatives. Il serait alors simplement plus facile de s'approprier cette victoire comme pleinement nôtre.

Vaut-il vraiment la peine de rallonger la grève de trois semaines, de pulvériser les plans de retour en classe et de reporter les versements de l'AFE - au risque d'un essoufflement prématuré - s'il est possible de miser sur une reconduction de grève moins longue et victorieuse après les élections? Évidemment cette dernière affirmation est empreinte d'un certain optimisme concernant notre rapport de force latent. Nous le répétons, les deux stratégies semblent toutes aussi dures à mettre en branle l'une que l'autre, mais celle de la suspension nous paraît plus sûre si nous nous heurtons à un mur et devons opter pour un plan B.

Plus concrètement, voici la proposition qui sera amenée par les militant-e-s de la SOGÉÉCOM lors de son assemblée générale de grève du 13 août :

Que les cours pour le reste de la journée soient levés

Que la SOGÉÉCOM soit en grève le 22 août

Que la SOGÉÉCOM tienne une AG de grève le 31 août et le 5 septembre

Proposition d'amendement qui sera apportée durant l'AG :

biffer le deuxième Que et « le 31 août » et ajouter avant la proposition :

« Que la SOGÉÉCOM reconduise la grève générale illimitée

Qu'une assemblée de reconduction ait lieu tous les mercredi à partir de la semaine prochaine »

Cette façon de procéder à l'avantage de consolider la gauche, rallier le centre et diviser la droite.

En effet, en donnant une chance aux deux grandes options qui divisent présentement le mouvement étudiant, on consolide la gauche. Si les AGs veulent effectivement continuer la grève durant les élections, il ne leur suffira qu'à voter pour l'amendement. Si ce dernier est battu, plutôt que de perdre quorum dans le chaos post-vote propre aux assemblées de plusieurs milliers de personnes, nous aurons toujours la possibilité de se battre pour sauver les meubles et se donner une dernière chance le 31 août, une fois que les universitaires auront - espérons le - recommencé la grève.

Quand à lui, le centre peut soit se laisser porter par l'euphorie de la gauche si la situation porte à croire que la GGI va continuer ou alors se rallier à la principale, qui peut paraître bien raisonnable à première vue.

On divise finalement la droite grâce aux deux propositions connexes. D'un côté, certaines personnes verront dans la principale une victoire: elles pourront recommencer leurs cours! Il ne restera que plus que ceux et celles ayant demandé des injonctions pour venir au micro et tenter de faire réellement tomber la grève.

Nous savons que la responsabilité historique qui incombe au mouvement étudiant sera tout d'abord mise à l'épreuve dans les assemblées générales qui auront lieu la semaine prochaine. C'est pour cette raison que la SOGÉÉCOM espère alimenter la réflexion et les débats chez les militant-e-s même si notre assemblée aura lieu seulement le 13 août. Le résultat des votes qui viennent auront une influence décisive sur le reste des campus et la défaite n'est pas une option.

Nous espérons que notre analyse, teintée de spéculations, feront mousser les débats qui ont peut-être trop tardé à avoir lieu.

Texte de réflexion sur la grève en période de campagne électorale

par Samuel Ragot

Alors que le Québec vient d'être plongé dans une campagne électorale, il importe de se questionner sur la stratégie à adopter dans les quelques semaines à venir. En effet, qu'on le veuille ou non, le problème tant redouté de la campagne électorale est bien présent et ne peut être ignoré tant il menace tout l'édifice social que nous avons réussi à bâtir collectivement.

Nous aborderons dans ce texte quelques modestes réflexions qui sont apparues avec la campagne.

Suspendre ou non la grève?

Si la question du maintien de la grève peut paraître légitime dans le cadre de la campagne électorale (beaucoup ont parlé d'une "trêve électorale"), celle-ci ne devrait pas monopoliser les débats que nous avons.

En fait, pour nous, il est actuellement impensable d'envisager de suspendre le principal moyen de pression et d'action que nous avons utilisé et qui a donné lieu à la construction du rapport de force avec l'État, et plus largement naissance à la crise sociale que nous traversons.

Il s'agirait là d'une erreur stratégique considérable que de penser que cela n'affecterait pas notre rapport de force, en plus de penser qu'un vote de grève se tient si facilement, quelques semaines après un premier arrêt de la grève, en plein milieu de semaines de cours intensives.

N'oublions pas, si nous arrêtons la grève, nous relâchons une partie de la pression sur le Parti libéral ainsi que sur les autres partis qui pourraient devoir gérer la crise s'ils accèdent au pouvoir. Dans une période où tous les groupes entrent en compétition pour s'attirer l'attention

publique et obtenir satisfaction de leurs revendications, abandonner notre principale force serait un suicide politique sans précédent.

Par ailleurs, retourner en classe maintenant ne ferait que donner raison au PLQ dans l'application de la loi 12. Cela équivaldrait à une capitulation inacceptable de notre part et à un cadeau politique beaucoup trop facile au PLQ.

Quelles revendications dans le cadre de la campagne?

Dans le cadre d'une campagne de grève contre la hausse qui risque de s'enliser dans la campagne électorale, il est extrêmement important d'avoir des revendications claires et de rappeler que nos principales demandes sont actuellement les suivantes :

- A. L'abolition de la hausse des droits de scolarité,
- B. L'abolition de la loi 12.
- C. Le maintien de la grève tant et aussi longtemps que ces conditions n'auront pas été atteintes, dans la mesure de nos capacités.

Ce discours nous vaudra certainement des qualificatifs de fermeture au dialogue, mais il est facile d'y répliquer avec la promotion des alternatives fiscales que nous avons déjà adoptées en congrès.

Dans la mesure où dans une campagne électorale, l'espace public est saturé par différents groupes et différentes questions, il est extrêmement important que nous ne disparaissions pas pendant la campagne. Il est nécessaire que nos revendications soient portées inlassablement auprès des électrices et électeurs, des médias et des partis politiques, en plus, bien entendu, de la base étudiante qui fait vivre la grève.

Que toutes et tous sachent que la crise ne sera pas réglée par une élection. En ce sens, la CLASSE, coalition de grève, doit appeler au maintien et à l'élargissement de la grève, tant dans les institutions d'enseignement que dans la société civile dans son ensemble.

Faire le lien avec la crise sociale et les élections

En effet, il est capital que cet appel à l'élargissement ne tombe pas lettre morte. Depuis le début de la campagne électorale il est très clair qu'**aucun des partis politiques ne souhaite aborder la question de la crise sociale que nous avons traversé à l'hiver et au printemps**. Dehors les beaux concepts de 'printemps érable', la question n'est plus à l'ordre du jour. Cela serait trop dangereux pour tous ces partis : parler de néolibéralisme pourrait réveiller les gens et les éloigner du vote traditionnel des vieux partis de droite.

Pourtant face à un tel soulèvement populaire, comment faire en sorte que celui-ci ne soit pas évacué des élections?

La CLASSE, comme d'autres organisations, a un rôle à jouer dans la canalisation de ces messages plus larges. Du fait que nous bénéficions de l'attention d'une bonne partie de la population comme étant un acteur politique de taille au Québec, **nous nous devons de redynamiser le lien entre campagne électorale et mouvement de contestation plus large**.

Seule une telle approche permet l'élargissement de la lutte et de la contestation dans la société civile. **Nous ne devons pas abandonner l'idée que les droits de scolarité ne sont qu'une pointe de l'iceberg néolibéral**. Si les conférences ont été un aspect intéressant de l'élargissement, leur impact ne reste que trop limité. La question doit être abordée de front dans la campagne, par la CLASSE en tant qu'acteur politique de premier ordre.

Quels types d'actions à mener dans un contexte particulier?

Ainsi, si nous désirons continuer à mener notre lutte, il ne faut toutefois pas négliger les paramètres d'une campagne électorale où tout semble exacerbé et un facteur de clivage et de tension.

Nous entendons déjà presque sur toutes les tribunes que les actions radicales vont aider le PLQ à se faire réélire. Si cela est peut-être en partie vrai, il faut toutefois nuancer le propos. Les actions radicales et économiques dans le cadre d'une campagne doivent être maintenues, **mais surtout faire l'objet d'une réflexion sur les cibles et sur les intérêts à viser**.

En période de campagne électorale, ce n'est pas l'État qui devient la cible mais le parti qui tente à tout prix de se faire réélire. Ainsi, **la construction et le maintien du rapport de force se transfèrent de la machine étatique vers la machine partisane**. Cela vient altérer profondément le mode d'action que nous avons employé jusqu'alors.

En effet, si une majorité de la population n'attend que la chute des libéraux, une bonne partie de cette même population ne voit pas nécessairement d'un bon oeil des actions de perturbation économique. Si cela pose moyennement de problèmes en tant 'normal' de grève, lors d'une campagne, cette situation se trouve exacerbée par le focus médiatique et politique qui est donné aux acteurs politiques, à leurs discours et à leurs actes. Ainsi, en présence du transfert de la pression de l'État vers les partis et en situation de campagne électorale, il est peut-être intéressant de réfléchir à une stratégie différente :

A. S'attaquer au parti libéral serait probablement bien accepté au niveau de la population et du déroulement de la campagne. Le PLQ

jouerait de façon limitée
seulement la carte de la loi et
l'ordre, puisque son capital de
sympathie est plus que bas.

B. Par contre, si nous maintenons
notre attention sur des cibles
économiques, il y a fort à parier que
le PLQ va 'surfer' sur la vague du
rétablissement de l'ordre et de la paix
sociale, avec succès puisque ces
actions sont difficilement acceptées
par la population.

Ainsi, il semble nécessaire de se questionner sur
la teneur de nos actions, et surtout,
principalement, sur les cibles que nous désirons
viser.

Le point de rupture va être fin août

Avec la non-entrée des cégeps et des universités,
il y a fort à parier que le PLQ a déjà préparé ses
discours sur la loi et l'ordre et sur la nécessité de
ne pas transiger avec des organisations qui ne
respectent pas le droit individuel d'étudier ni les
lois votées par le Parlement.

En fait, il y a probablement peu à craindre de
l'application d'une loi dans une période où le
parlement est dissout. Mais il faut tout de même
se méfier de l'utilisation du thème de la paix
sociale et l'ordre dans la campagne. Si nous
agissons sans délicatesse, le PLQ sera à même de
profiter de nos actions pour gagner en capital
électoraliste.

Un des tests majeurs risque d'être la façon dont la
rentrée pourra se passer ou non. Encore une fois,
plusieurs possibilités s'offrent à nous :

A. Si majoritairement les
associations étudiantes
reconduisent la grève sans
troubles et arrivent à faire
respecter leurs mandats, le
PLQ n'aura que peu à dire.

B. Si par contre, nous assistons à des
scènes dignes du cégep Lionel
Groulx ou de Victoriaville, le PLQ
aura alors toute la latitude pour jouer
la carte de la loi et l'ordre, carte face
à laquelle nous avons
systématiquement perdu jusqu'à
maintenant. Carte terriblement
dangereuse en campagne électorale.

Le rayon de soleil qui pourrait venir donner
espoir est actuellement la réaction des professeur-
e-s d'universités et de cégeps qui affirment
vouloir respecter les mandats de grève. Cela
pourrait venir nous aider dans la gestion de cette
crise prévisible.

En prévision de ces événements, il est
indispensable que les mandats de grève passent
fortement et que les communautés universitaires
soient mobilisées au maximum autour du respect
des mandats adoptés et de la solidarité avec les
associations étudiantes.

De la poursuite de la grève après le 4 septembre

Enfin, autre question épineuse, que l'on veuille
ou non, **une campagne électorale est un
processus charnière dans le fonctionnement
des systèmes parlementaires libéraux
occidentaux.** Processus, qui aux yeux de
l'immense majorité de la population, même
cynique et désabusée, reste un moment où les
idées s'entrechoquent et **après lequel un
vainqueur est désigné avec un haut capital de
légitimité.**

Ce qui nous mène nécessairement à la question
de la poursuite de la grève après les élections.

Plusieurs cas théoriques se posent pour aborder
cette question, nous n'aborderons que les trois
principaux :

- A. Le PQ est élu majoritaire
- B. Le PQ est élu minoritaire
- C. Le PLQ est réélu avec ou sans la CAQ

Dans les deux premiers cas (A et B), la poursuite de la grève est indispensable. En effet, dans la mesure où le PQ aura fait campagne sur le gel et la tenue d'états généraux, en plus de la suspension de la loi 12, il est nécessaire de maintenir une pression importante sur ce parti afin **que les promesses électorales se traduisent au maximum en gestes** (même s'il est bien évident que l'on ne peut pas avoir confiance dans le PQ). On parlera ici de quelques semaines de grève.

Le cas B vient toutefois poser un épineux problème pour le PQ. Difficile en effet de savoir si celui-ci serait prêt à se faire renverser par l'opposition sur la seule question des frais de scolarité. La suspension de la loi 12 semble, elle, acquise chez bien des députés, même du PLQ et de la CAQ, et ne posera sûrement pas le même problème. Par contre, la hausse des droits serait un pari risqué pour le PQ qui pourrait se voir renversé et forcé de redéclencher une campagne électorale après avoir perdu la confiance du Parlement.

Enfin, autre hypothèse moins probable mais tout de même intéressante : **le recours à une grève offensive, dont une grève sociale**, contre les mesures régressives et néolibérales mises en place par le PLQ. Dans une telle situation, il y aurait éventuellement matière à profiter de l'indécision du PQ afin de tirer des avantages de la situation et le forcer à supprimer des mesures régressives adoptées ces dernières années. Il y aurait également fort à parier que la population serait derrière nous dans une telle grève si nous sommes à même de construire un argumentaire suffisamment solide.

Dans les deux premiers cas, le maintien de la grève est une nécessité afin de s'assurer de la concrétisation de nos revendications.

Le cas C est clairement le pire scénario possible pour notre mouvement. Si jamais le PLQ venait à être réélu, notamment à cause des distorsions liées au mode de scrutin, nous serions alors placé-e-s devant un problème plus grand que tous ceux que nous avons pu affronter jusqu'alors.

En effet, dans la mesure où le PLQ serait élu de façon légitime, au regard du processus électoral institué, il serait difficile de venir contester son gouvernement et son 'bon droit' à décider. La grève aurait alors toutes les chances de tomber puisque la population aurait, après tout, fait son choix. Non pas que nous soyons d'accord avec ce processus, mais il s'agit après tout ici d'une analyse et non d'un traité idéologique.

Cette optique est difficile à accepter mais traduit dans les faits **l'absence de campagne antiparlementaire que la CLASSE aurait dû mener depuis des semaines, voire des mois.** En l'absence d'une telle critique organisée et cohérente de la superstructure parlementaire qui sert au mode de production capitaliste, il est difficile, sinon impossible, d'espérer que la population saisisse immédiatement après le 4 septembre la nécessité de dépasser l'édifice parlementaire tel que nous le connaissons.

Cette incapacité à dépasser le parlementarisme par la lutte que nous avons menée est sur les lèvres depuis déjà des mois et n'a toujours pas trouvé de réponse satisfaisante ou efficace. En l'absence de campagne de délégitimation du système, il est doublement difficile de penser que nous serons à même de critiquer efficacement les résultats d'une élection et encore moins de rallier la majorité de la population à notre analyse (qui quand bien même serait avec nous n'aurait quand même pas de moyens de forcer la tenue d'autres élections avec un mode de scrutin réformé).

Éviter à tout prix la réélection du PLQ

Dans tous les cas, il paraît absolument nécessaire de ne pas favoriser la réélection du PLQ. Nous ne traiterons pas ici du choix de voter ou non, cette

question relève du bon jugement de chacun-e et ne concerne finalement pas vraiment la grève.

Mais il semble clair que d'ici au 4 septembre, la seule façon de maintenir la pression est la poursuite de la grève afin de faire tomber le PLQ sur son propre terrain. Cette grève doit être adaptée aux réalités d'une campagne afin de ne pas faire d'erreurs qui pourraient mener à la réélection du PLQ.

Ensemble, bloquons la hausse, le PLQ et plus tard, le système parlementaire.

PS : en annexe, quelques autres pistes de réflexions :

Nous n'avons pas parlé :

- D'une application stricte de la loi 12 qui viendrait mettre à terre les associations étudiantes;
- De la possibilité que certains votes de grève soient très serrés;
- Du comportement pour le moment nébuleux des fédérations face à la grève;
- De la possibilité que le PQ revienne sur ses engagements;
- De la mort potentiellement nécessaire et acceptable de l'ASSÉ comme organisation nationale;
- De l'obstruction des syndicats nationaux à la grève sociale

Bilan du Conseil exécutif

Bonjour à toutes et à tous, _

L'été fût fort occupé. Tout d'abord, la manifestation du 22 juillet à Montréal fût organisée sous le thème *Dehors les néolibéraux*. Nous avons estimé qu'environ 80 000 personnes étaient présentes dans la métropole, en plus des diverses manifestations à travers le Québec; une co-porte-parole était présente aussi à la manifestation de Québec.

Tournée estivale

Nous avons organisé une tournée des conférences et des festivals à travers le Québec. Nous avons ainsi, parcouru une grande partie de la province avec le manifeste et des pilles d'ultimatum. La participation à ces événements était inégale, mais nous avons toujours reçu un accueil très enthousiaste et intéressé des personnes présentes. Par exemple, 400 personnes se sont déplacées à Gatineau. Il y a eu trois tournées de grande envergure; la première dans le Bas St-Laurent, très médiatisée en raison des conflits avec la ville de Trois-Pistoles; une autre en Abitibi-Témiscamingue et la dernière au Saguenay Lac St-Jean.

Représentation hors-Québec

En plus de faire le tour du Québec, la CLASSE a été invitée dans de nombreux endroits au courant de l'été. Nous sommes d'abord allés faire de la représentation à Chicago, puis nous avons fait une tournée à travers l'Ontario dans différentes universités. La CLASSE a aussi participé au contre-sommet de Rio+20 et à été invité au Venezuela et au Mexique pour parler de la grève étudiante. Nous avons également été présent-e-s dans un camp de formation à Toronto, ainsi que dans une tournée de représentation en Australie et en Nouvelle-Zélande. Des militant-e-s de la

CLASSE sont présentement en Ohio pour parler de la lutte étudiante au Québec et faire des ponts avec le mouvement étudiant étasunien.

Plan d'action de la rentrée

En parallèle, nous avons œuvré à la mise en place du plan d'action contre la rentrée forcée. Une action de perturbation a eu lieu mercredi dernier et de l'affichage urbain s'organise depuis le début du mois d'août. Nous avons aussi organisé une grande conférence à Montréal et à Québec pour souligner la fin de la tournée. Au cours du mois de juillet, nous avons aussi pris l'initiative de lancer une invitation à un Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM), afin que les diverses associations de Montréal puissent se parler et se coordonner pour la continuation de la grève.

Nous tenons à vous faire part du fait que tout cela représente un travail considérable et qu'en raison de l'été (des voyages et du travail) très peu de militants et de militantes étaient disponibles. Bien sûr, certaines personnes nous ont épaulé durant les derniers mois, mais nous avons tout de même constaté que le travail au sein de la CLASSE était ralenti en raison des équipes de travail plus réduites. Néanmoins, avec la rentrée nous espérons voir la situation se rétablir.

Nous effectuons un tour des associations toujours en grève avec l'aide du comité maintien et élargissement de la grève afin de voir les besoins des associations membres et d'y répondre.

Démissions

Du côté de l'organisation interne de la CLASSE, nous avons eu le regret de voir deux des membres du Conseil exécutif nous quitter. Ainsi, Julien Royal a remis sa démission le 23 juillet dernier; Cloé Zawadzki-Turcotte a remis la sienne le 9 août 2012. Ils ont cité des raisons de motivations personnelles, et leurs lettres de

démision vous a déjà été transmises sur notre liste de diffusion assé-support. Nous tenons à souligner leur travail pour l'organisation et à le remercier de son implication au cours des dernières années.

Procédures légales

Du côté de la contestation de la loi 12, nous avons continué nos procédures avec la firme d'avocats qui nous représente depuis le début. Les procédures pour la contestation de la loi sont enclenchées et la firme d'avocat commencera les entrevues avec le procureur général du Québec.

Camp de formation

En fin de semaine dernière nous avons aussi organisé avec le comité formation un camp de formation populaire – il y a eu 130 inscriptions – et bien apprécié dans son ensemble. Les gens présents provenaient de divers horizons. Il y avait entre autre des travailleurs et travailleuses, des militant-e-s et des étudiant-e-s du secondaire.

Les prochaines semaines

Finalement, nous sommes déjà actifs et actives dans l'organisation de la manifestation du 22 août. Nous travaillons à coordonner l'organisation de cette prochaine manifestation avec les membres de la coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics. Nous souhaitons que cette manifestation soit la plus grande de l'histoire du Québec.

En parallèle, la situation financière de la CLASSE est assez nébuleuse. Nous pouvons toujours continuer la contestation légale de la loi 12 à l'heure actuelle, mais il y a beaucoup d'incertitude. Notre capacité financière à contester la loi 12 est directement liée à la quantité de dons extérieurs reçus. Outre cet élément, la situation financière générale de la

CLASSE est satisfaisante; nous avons tout de même dû limiter nos dépenses. Nous appelons donc aux associations étudiantes qui ont la possibilité de la faire de verser une deuxième cotisation, vu la durée de notre grève.

Si vous avez des questions, vous pouvez toujours nous joindre par courriel ou par téléphone et il nous fera plaisir de vous répondre.

Solidairement,

Le Conseil exécutif de la CLASSE.

Propositions

1.0 Procédures

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose que l'on adopte l'ordre du jour du cahier de Congrès.

2.0 Bilan

1. Que l'exécutif fasse un bilan de 15 minutes de ses activités, suivi d'une période de questions/réponses de 10 minutes.

Proposée par le Conseil exécutif

2. Le Conseil exécutif propose un tour de table au sujet de la situation au local.

3.0 Plan d'action

3.1 Grève

1. Que l'on tienne une plénière d'une heure sur la poursuite de la grève.

Proposée par le Conseil exécutif

2. Que l'on tienne une plénière de 30 minutes sur les actions à mettre de l'avant pendant la période électorale.

Proposée par le Conseil exécutif

3. Considérant que les élites politiques ne sont que des patins des élites économiques,
Considérant que le mouvement social entamé par les étudiants et étudiantes est un mouvement prônant la démocratie directe et l'autogestion,
Considérant qu'historiquement des élections ont servis à détruire des mouvements sociaux,
Considérant que le mouvement social entamé par les étudiantes et étudiants est un mouvement visant une idéologie et non un parti politique en particulier,
Que la CLASSE invite les associations étudiantes locales à poursuivre et intensifier notre lutte, et ce, peu importe la tenue ou non d'élections.

Proposée par ACÉLUL

Mise en dépôt au Congrès du 14 juillet 2012

4. Que la CLASSE appelle et recommande à tous et toutes ses membres, à tout étudiants et étudiantes en grève ainsi qu'à toutes personnes favorables à la poursuite de la grève à se préparer, de façon autonome et affinitaire, à empêcher le retour en classe.

Proposée par l'AFESH-UQAM

5. À CAUSE QUE la CLASSE est une coalition de grève;
À CAUSE QUE pratiquement toutes les associations de la CLASSE sont dotées de mandats de grève générale illimitée;
À CAUSE QUE les exigences de la CLASSE pour accepter un retour en classe n'ont pas été satisfaites;
À CAUSE QUE il n'y a pas si longtemps, on parlait encore de grève sociale à l'automne;
À CAUSE QUE la CLASSE jouit actuellement d'un rapport de force sans précédent face au gouvernement;
À CAUSE QUE la tenue d'élections, ultime tentative du gouvernement pour résoudre la crise étudiante, ne

garantit aucunement la satisfaction de nos exigences pour accepter un retour en classe;
À CAUSE QUE une trêve électorale marquerait à coup sur la fin de la grève et de notre rapport de force;
IL FAUT QU'À PARTIR D'ASTHEURE la CLASSE appelle l'ensemble des associations étudiantes du Québec actuellement en grève à reconduire celle-ci et encourage les associations n'ayant pas de mandat de grève à entrer en grève générale illimitée dès la rentrée;
IL FAUT QU'À PARTIR D'ASTHEURE la CLASSE fasse en ce sens le travail de mobilisation et d'information nécessaire à la poursuite de la grève et que le Conseil exécutif ainsi que les différents comités de la CLASSE œuvrent ouvertement et sans équivoque à la poursuite de la grève.
IL FAUT QU'À PARTIR D'ASTHEURE la CLASSE tienne une conférence de presse avant le 13 août 2012 où elle invitera l'ensemble des étudiantes et des étudiants à poursuivre la grève durant la période électorale, et ce, sur un ton combatif et déterminé.
Proposée par l'AFESH-UQAM

6. Que la CLASSE appelle l'ensemble des étudiant-e-s à poursuivre la grève, qu'elle apporte son soutien aux campus en grève et qu'elle se considère solidairement responsable des levées de cours et piquetage qui auront lieu.

Que la CLASSE appelle fermement et sans détour à la poursuite de la grève.
Proposée par l'AFESH-UQAM

4.0 Revendications

1. Que le Comité de négociation considère la solution suivante comme une alternative aux revendications déjà proposées : que l'économie dégagée par l'utilisation des logiciels libres soit utilisée pour financer le gel au niveau de 2007 dans une perspective de gratuité scolaire.

Proposée par l'AESSUQAM

Mise en dépôt au Congrès du 17 juin 2012

2. Que la résolution pour le blâme à l'AFÉ au Congrès soit :

Considérant que l'Aide financière aux études ne représente pas un récompense pour un travail effectué, mais bien un minimum pour survivre durant ses études;

Considérant l'arrêt des versements décrété pour l'ensemble des étudiants et étudiantes jusqu'au début d'une nouvelle session;

Considérant que l'arrêt des versements touche aussi les parents-étudiants, qui vivent souvent dans des conditions plus précaires et qui reçoivent normalement l'aide financière durant toute l'année;

Considérant qu'il s'agit vraisemblablement d'une tentative de l'État de mettre fin à la grève, déguisée en mesure strictement administrative;

Que la CLASSE dénonce l'arrêt des versements des prêts et bourses jusqu'au début d'une nouvelle session à cause de la grève;

Que les associations membres soient invitées à discuter dans leurs assemblées générales des possibilités de luttes par rapport à cette mesure.

Proposée par l'AESSUQAM

3. Le Conseil de coordination propose un temps de lecture de 5 minutes, un temps de présentation de 5 minutes du Comité aux luttes sociales et une plénière de 10 minutes sur la signature du manifeste «We Are Many Youth, But With One Struggle»

Le conseil de coordination propose que la CLASSE signe le manifeste «We Are Many Youth, But With One Struggle» en annexe A.

4. Considérant la situation financière précaire dans laquelle se trouvent les parents étudiant-e-s Considérant que la perception des prêts et bourses sera repoussée dû au report de la session Hiver 2012
Considérant que très peu de médias ont abordé la notion de précarité chez les parents étudiant-e-s

Que l'on fasse un appel aux témoignages des parent-e-s étudiant-e-s.

Que la CLASSE tiene une conférence de presse au sujet de la précarité et de la situation financière des parents étudiant-e-s , que l'on contacte le comité de parents-étudiants de l'UQAM afin de trouver un-e parent étudiant-e prêt-e à accompagner le comité média lors de cette conférence de presse. Que celle-ci ait lieu dans la semaine du 19 août.

Proposée par le Comité femmes

5. Que la CLASSE adopte les lettres d'appui aux annexes C et D.

Proposée par le Comité aux luttes sociales

6.0 ASSÉ

6.1 Prévisions budgétaires

1. Que l'on adopte les prévisions budgétaires de l'année 2012-2013 telles que présentés à l'annexe B (à venir).

Proposée par le Conseil exécutif

8.0 Avis de motion

8.1 Dépôt des avis de motion

1. Considérant le fait que la CLASSE est une coalition de grève;

Considérant le fait que certaines associations membres de la CLASSE ne sont plus en grève ou ne l'ont jamais été;

Considérant le fait que les décisions d'une coalition de grève doivent être prises par des grévistes;

Il est proposé de biffer « Avoir un mandat de consulter ses membres au sujet de la grève générale illimitée ou » au point 6 de l'article 6 de l'annexe H.

Que cet avis de motion ne soit pas repris si le congrès de la CLASSE vote pour une trêve lors des élections.

Proposée par la SOGÉÉCOM

8.2 Traitement des avis de motions

1. Que la politique de dépense de l'ASSÉ soit modifiée ainsi:

De biffer au chapitre 3, article 8.5 «De plus, un repas ne peut dépasser la moitié des dépenses admises par jour.»

De modifier, au chapitre 8, article 20.1: «50\$» par «75\$» pour les dépenses mensuelles de remboursement de cellulaire admise pour les membres du conseil exécutif

De rajouter, au chapitre 8, article 20.1, après «conseil exécutif»: « 50\$ pour chaque porte-parole national-e-s», comme dépense de remboursement de cellulaire éligible.

Proposée par le Conseil exécutif

Annexe A – «We Are Many Youth, But With One Struggle» : Manifeste du mouvement étudiant international

La jeunesse du monde entier s'est éveillée à la lutte. Des milliers de jeunes se sont mobilisé(e)s. Descendant dans les rues, ils ont occupé l'espace public, renversé des dictatures, combattu les plans d'austérité et défendu l'accès égalitaire à l'éducation.

Il est essentiel que cette jeunesse, via ses organisations politiques et ses associations étudiantes, s'unisse et forme un réseau international. Les 2 et 3 mai 2012, à Sao Paulo, CSP-CONLUTAS (Brésil) et SOLIDAIRES (France) ont convoqué une rencontre internationale. Ce fut un premier pas, modeste mais important, dans cette direction. Le manifeste qui suit a été approuvé lors de ce rassemblement et ratifié par des jeunes en provenance de huit pays différents.

Jeunes de tout horizon, nous sommes sur le même front

En 2008, le monde a été secoué par une crise économique qui a eu de profondes conséquences. On ne peut comparer cette crise qu'à celle de 1929. Frappant de plein fouet au cœur du système, elle a d'abord ébranlé les États-Unis, puis s'est propagée avec davantage de véhémence en Europe. Les effets qui en découlent sont maintenant observables sur toute la planète.

Les gouvernements ont tous réagi de manière similaire aux menaces de cette crise : ils ont fait payer les jeunes et les travailleur(euse)s. Ils se sont arrimés aux banques et aux grandes entreprises qui refusent une réduction de leurs profits. Ensemble, ils ont élaboré des plans d'austérité sans égards aux droits acquis historiquement par la classe ouvrière, résultant en des mises à pied et une détérioration des conditions de travail, laissant la jeunesse devant un futur inquiétant.

Les jeunes d'aujourd'hui, qui expérimentent les débuts de cette crise pernicieuse, devront composer avec des conditions de vie encore plus difficiles que celles des générations précédentes. Dans le monde arabe et en Europe, les taux de chômage dressent un portrait terrifiant; l'Espagne en est un exemple, plus de la moitié de la population y est sans emploi. Parmi les victimes de la crise, les immigrant(e)s, les femmes, les minorités visibles et la communauté LGBT risquent aussi d'en souffrir davantage puisqu'ils et elles sont quotidiennement victimes de préjugés, qu'ils et elles ont les emplois les plus précaires et les salaires les plus bas. La révolte des jeunes noir(e)s des ghettos de Londres de 2010 en est une illustration. Ils et elles se sont fait marginaliser par la presse internationale ainsi que par leur gouvernement.

La crise économique imprègne aussi fortement le système d'éducation et, au-delà des différences nationales, son impérialisme attaque l'accessibilité et la qualité de l'enseignement à tous les niveaux d'éducation. Chaque année, les gouvernements réduisent l'enveloppe budgétaire réservée à l'éducation, révélant ainsi qu'elle n'est pas considérée comme une priorité. Des infrastructures et des édifices précaires, un manque d'enseignant(e)s et de professeur(e)s, des aides à l'enseignement sous-qualifié(e)s et des lacunes dans l'aide financière aux études ne sont que des exemples des multiples conséquences de ces coupes.

Une nouvelle vision mise en œuvre de nos jours pour les universités aggrave d'autant plus la situation. Elle transforme les études supérieures en formations techniques arrimées aux besoins du marché, détruisant du même coup le mandat de base des universités pour l'enseignement, la recherche et la diffusion des connaissances. Parallèlement, ce projet fait la promotion d'une augmentation des inscriptions sans toutefois compenser par un accroissement du financement universitaire.

Conséquemment, les institutions académiques se privatisent. D'une part, on alourdit le fardeau économique des étudiant(e)s et d'autre part, les universités s'assujettissent aux grandes entreprises qui acquièrent ainsi un contrôle direct de la recherche et des laboratoires.

Il est primordial que l'accès à une éducation gratuite, publique et de grande qualité soit défendu comme un droit individuel inaliénable. Nous exigeons un plus grand financement de l'éducation puisque c'est la seule manière d'universaliser l'accès à l'éducation et de garantir l'aide financière aux études, de soutenir les cafétérias, les logements étudiants et les garderies. Nous devons appuyer la démocratisation des processus de prise de décision internes. En ce sens, nous devons garantir la souveraineté des universités de manière à ce que les décisions soient prises par l'ensemble de la communauté universitaire.

Chaque confrontation avec les dictatures et les plans d'austérité met en lumière une revendication essentielle de la jeunesse : la défense d'une éducation publique de grande qualité qui répond aux besoins et aux intérêts du peuple. Comme il est écrit sur les panneaux de la Plaza del Sol en Espagne : si notre génération n'a pas assez d'éducation, d'emplois, de logements et d'assurance maladie, notre génération en est aussi une qui n'a pas peur. De nombreuses luttes héroïques autour du globe en attestent. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les jeunes ont mené de vraies révolutions. Ils ont renversé des dictatures qui gouvernaient de manière brutale et oppressive depuis une trentaine d'années. Ces jeunes émergent comme un exemple à suivre pour le monde entier. Ils et elles ont vaincu les dictatures de Tunisie, d'Égypte, de Libye et du Yémen. Ils et elles font maintenant face à une guerre civile en Syrie. L'occupation de 18 jours de la Place Tahir a inspiré la nouvelle vague de luttes à travers le monde. Cette méthode d'occupation des places publiques est devenue un symbole pour les mobilisations émergentes.

La jeunesse a aussi fait preuve d'une grande force de détermination pour la lutte et la résistance en Grèce, en Espagne, en Angleterre, au Portugal, en Italie, en France. Tandis que la crise économique menace l'avenir de la jeunesse, nous avons pris la rue, occupé les places publiques et les universités, nous avons défié la répression et les gouvernements. Aux États-Unis, le mouvement *Occupy* a initié des manifestations majeures à l'échelle mondiale, des manifestations d'une ampleur inégalée depuis des décennies. En Amérique latine, usant de fortes doses de créativité et de courage, les étudiant(e)s du Chili ont mis sur pied une mobilisation extraordinaire contre la privatisation de l'éducation publique. Toutes ces luttes ont fait face à une forte répression. Les gouvernements se sont efforcés de faire taire par la force les cris indignés de la jeunesse et ce, par tous les moyens nécessaires. Nous avons été témoins de centaines de morts, de milliers de prisonnier(ère)s politiques, de nombreux gaz lacrymogènes, bombes, balles de plastiques et armes létales. Malgré tout cela, la résistance s'intensifie.

Nous devons apprendre de cette époque de grandes confrontations. En tant qu'alliées stratégiques pour la lutte, la jeunesse et la classe ouvrière organisée doivent unir leurs forces. Nous devons lever bien haut l'étendard de la solidarité entre travailleur(euse)s et étudiant(e)s afin que renaisse l'esprit de Mai '68 et ces autres grandes luttes historiques. Cette union combine l'énergie explosive de la jeunesse à l'expérience et au pouvoir de ceux qui produisent la richesse de nos sociétés. C'est seulement à travers cette alliance qu'il a été possible de renverser les dictatures du monde arabe. Ce n'est pas par hasard que la veille de la chute de Mubarak, les travailleur(euse)s du Canal de Suez ont tenu une grève de trois jours. Seulement par cette alliance a-t-il été possible de vaincre les plans d'austérité et d'assurer que ce ne soit pas les jeunes et les travailleur(euse)s qui paient pour la crise.

Nous devons aussi retenir que chaque lutte menée par les étudiant(e)s et, plus largement par la jeunesse, doit servir à renforcer nos organisations de manière démocratique, indépendante et solidaire avec les travailleur(euse)s. Par ailleurs, ces organisations devraient avoir parmi leurs priorités l'objectif de créer un

réseau de liens au niveau international. Malgré les différences socioéconomiques et culturelles entre les pays, ainsi que le rythme et la forme que prendra cette crise économique, il y a une chose dont nous pouvons être certain(e)s : notre génération fait face à une même réalité. Si on nous attaque globalement, nous devons aussi répondre globalement. Nous devons établir des liens puissants entre les différentes associations de la jeunesse afin d'organiser la lutte et pouvoir ainsi rêver à un avenir meilleur. Armé(e)s d'un esprit combatif, d'une volonté de résistance et d'intrépidité, nous invitons toutes les organisations de jeunes et d'étudiant(e)s à joindre cette lutte.

Jeunes de tout horizon, nous sommes sur le même front.

À la Première Conférence, dans le but de fonder un Syndicat Étudiant en Californie, les étudiant(e)s des institutions suivantes ont voté massivement en faveur de ce manifeste :

Kindergarten – 12th Grade:

Santa Monica High School Los Angeles Unified School District

California Community College System:

Santa Monica College Los Angeles City College Pasadena City College City College of San Francisco
Berkeley City College El Camino College Los Angeles Valley College Downey Career College Compton
Community College Long Beach City College Palomar Community College

California State University System:

California State University - Los Angeles San Francisco State University California State Polytechnic
University - Pomona San Diego State University
California State University- Northridge California State University - Long Beach California State University

-

Dominguez Hills

University of California System:

University of California - Los Angeles University of California - Berkeley University of California - Santa
Cruz University of California - Irvine

Private Schools:

Whittier College Colorado College

Annexe B – Prévisions budgétaires

	Prévision 2012-2013	Différence	Prévisions 2011-2012
Revenus			
Cotisations	160 000,00 \$	(37 000,00) \$	123 000,00 \$
Instances	22 000,00 \$	3 333,00 \$	25 333,00 \$
<i>Congrès</i>	6 000,00 \$	2 000,00 \$	8 000,00 \$
<i>Camps de formation</i>	6 000,00 \$	(667,00) \$	5 333,00 \$
<i>Coalition</i>	10 000,00 \$	2 000,00 \$	12 000,00 \$
Dons	79 500,00 \$	(46 500,00) \$	33 000,00 \$
<i>Associations étudiantes membres</i>	4 000,00 \$		20 000,00 \$
<i>Associations étudiantes non-membres</i>	500,00 \$		8 000,00 \$
<i>Organisations non-étudiantes</i>	65 000,00 \$		5 000,00 \$
<i>Contribution CLASSE</i>	10 000,00 \$		
Activités de financement	1 000,00 \$	(500,00) \$	500,00 \$
Totaux	262 500,00 \$	(80 667,00) \$	181 833,00 \$
Dépenses			
Fonds d'entraide	8 000,00 \$	(1 850,00) \$	6 150,00 \$
Information	28 000,00 \$	(9 000,00) \$	19 000,00 \$
<i>Ultimatum</i>	20 000,00 \$	(8 000,00) \$	12 000,00 \$
<i>Matériel d'information</i>	5 000,00 \$	(500,00) \$	4 500,00 \$
<i>Vidéos</i>	1 500,00 \$	(500,00) \$	1 000,00 \$
<i>Traduction</i>		- \$	
<i>Documentation & recherche</i>	500,00 \$	- \$	500,00 \$
<i>IRIS</i>	1 000,00 \$	- \$	1 000,00 \$
Instances	27 000,00 \$	6 000,00 \$	33 000,00 \$
<i>Congrès</i>	9 000,00 \$	3 000,00 \$	12 000,00 \$
<i>Camps de formation</i>	9 000,00 \$	(1 000,00) \$	8 000,00 \$
<i>Comités et CoCo</i>	1 000,00 \$	- \$	1 000,00 \$
<i>Coalition</i>	8 000,00 \$	4 000,00 \$	12 000,00 \$
Mobilisation	50 000,00 \$	(18 000,00) \$	32 000,00 \$
<i>Tournées & représentations</i>	30 000,00 \$	(10 000,00) \$	20 000,00 \$
<i>Actions</i>	20 000,00 \$	(8 000,00) \$	12 000,00 \$
Bureau	27 510,00 \$	(2 550,00) \$	24 960,00 \$
<i>Loyer</i>	14 500,00 \$	(1 700,00) \$	12 800,00 \$
<i>Assurances</i>	1 010,00 \$	- \$	1 010,00 \$
<i>Fournitures</i>	1 000,00 \$	(250,00) \$	750,00 \$
<i>Informatique</i>	2 000,00 \$	(600,00) \$	1 400,00 \$
<i>Photocopieur</i>	9 000,00 \$	- \$	9 000,00 \$
Administration	7 100,00 \$	(640,00) \$	6 460,00 \$
<i>Honoraire professionnel</i>	6 000,00 \$	(500,00) \$	5 500,00 \$
<i>Frais de caisse</i>	600,00 \$	(140,00) \$	460,00 \$
<i>Divers</i>	500,00 \$	- \$	500,00 \$
Communication	20 500,00 \$	(3 000,00) \$	17 500,00 \$
<i>Télécommunications</i>	7 500,00 \$	- \$	7 500,00 \$
<i>Conférence de presse</i>	500,00 \$	- \$	500,00 \$
<i>CNW Telbec</i>	7 000,00 \$	- \$	7 000,00 \$
<i>Courrier</i>	500,00 \$	- \$	500,00 \$
<i>Web</i>	5 000,00 \$	(3 000,00) \$	2 000,00 \$
Légal	53 000,00 \$		
Employé-e-s	40 000,00 \$	(6 000,00) \$	34 000,00 \$
Conseils régionaux	1 500,00 \$	1 500,00 \$	3 000,00 \$
<i>CRAM</i>	500,00 \$	1 500,00 \$	2 000,00 \$
<i>MASSE</i>	500,00 \$	- \$	500,00 \$
<i>FRAQ</i>	500,00 \$	- \$	500,00 \$
Totaux	262 610,00 \$	(86 540,00) \$	176 070,00 \$
Surplus/(déficit)	(110,00) \$	5 873,00 \$	5 763,00 \$

Annexe C - Lettre de solidarité avec la Fédération étudiante argentine «Mouvement de participation étudiante ‘Camilo Cienfuegos’»

Les étudiantes et étudiants du Québec, organisé-e-s dans la **CLASSE** (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante) sont en grève générale illimitée depuis le 12 février 2012. Cette grève s'oppose à une forme particulière de marchandisation de l'éducation, notamment via la hausse de frais de scolarité à l'université de 75% dans la province de Québec. Pendant ces cinq mois de grève, les étudiants et étudiantes organisé-e-s majoritairement en associations étudiantes, ont pris des décisions sur la base de la démocratie directe et mené de l'avant diverses manifestations et actions dans le but de véhiculer le message de rejet des plans de privatisation du gouvernement et exprimer leurs revendications s'opposant à la hausse des frais dans le contexte de la gratuité scolaire.

Dans ce processus de mobilisation et de lutte, le gouvernement Charest a essayé de se moquer de l'organisation étudiante en proposant de fausses solutions qui ne résolvent pas les problèmes liés à la hausse de frais, mais qui, bien au contraire, accentuent cette hausse. Face à la force et à la cohérence d'un mouvement qui a su rejeter les propositions tricheuses du gouvernement, celui-ci a voté une loi spéciale dont l'objectif est de défaire l'organisation étudiante en lui retirant ses droits de manifestation et de prise de décisions démocratiques en assemblée générale et de forcer le retour en classe. Afin d'empêcher que la population continue de soutenir le mouvement, cette loi criminalise toute tentative d'appui aux actions de blocage et aux manifestations pour continuer la grève.

Ainsi, le mouvement a déjà franchi le milieu étudiant puisque la population a pris la rue au rythme des caseroles et d'assemblées de quartier. Au cours de cette lutte, nous avons reçu des expressions de solidarité de la part des étudiantes et étudiants d'Argentine, sous la responsabilité du Mouvement de Participation Étudiante «Camilo Cien Fuegos». Vous avez inscrit notre lutte dans le Journées continentales de lutte pour l'éducation, chapitre argentin. Il est très encourageant de savoir que vous avez déjà la gratuité scolaire et que votre lutte cherche à ce que l'éducation soit un instrument de libération des peuples. Nous luttons ensemble contre la marchandisation de l'éducation.

La CLASSE se solidarise avec votre organisation et votre lutte pour l'éducation dans l'espoir de joindre des efforts des deux côtés et d'oeuvrer ensemble à la réalisation de futures actions.

Contexte

MOUVEMENT DE PARTICIPATION ÉTUDIANTE «CAMILO CIENFUEGOS»

En matière d'éducation, l'Argentine investit aujourd'hui le 6,5% de son PIB, ce qui garantit une éducation gratuite à tous les niveaux- à l'exception des études de maîtrise et doctorat- et une expansion exponentielle de chercheurs embauchés par l'Agence nationale (CONICET). Le défi consiste maintenant à organiser les étudiants à se battre pour un nouveau cadre juridique pour l'enseignement supérieur, que, malgré tous les progrès, est encore régi par une logique très proche du marché. L'objectif est faire de l'éducation un instrument de libération des peuples.

Il existe la conviction que la tâche est celle de collaborer dans la construction d'un mouvement étudiant dont ses intérêts soient liés à ceux des classes populaires. Pour ce faire, il est nécessaire de travailler avec une diversité de mouvements et d'organisations populaires. Dans ce contexte, le MPE comprend que la lutte pour l'éducation en générale et pour l'université publique en particulier, est un élément clé dans la construction d'un pays juste, libre et souverain. Ainsi, la lutte pour l'université doit être développée sur la

base de la défense de la gratuité scolaire en relation directe avec le type de professionnel-le-s qui doivent être formé-e-s avec le financement de l'État. Répondre à la question du sens de la formation universitaire.

C'est dans cette optique que le MPE réalise des rencontres de discussion nationales et latino-américaines avec des étudiant-e-s en ingénierie, communication, vétérinaire, santé, éducation et physique. Également, le MPE promeut les journées nationales du travail bénévole avec des organisations sociales, syndicales et paysannes dans le territoire argentin et participe du CLAE (congrès étudiant latino-américain et de caraïbes) où a l'opportunité de partager et d'avoir des débats à propos de son travail avec plus de 5000 étudiants.

Annexe D – Lettre de solidarité avec la Colombie

El estudiantado de Quebec, organizado en la CLASSE (Coalición amplia de la asociación por una solidaridad sindical estudiantil) ha estado en huelga general ilimitada desde el 12 de febrero de 2012. Este paro estudiantil se opone a una forma particular de mercantilización de la educación, el alza del 75% en el precio de las matrículas de la educación superior de la provincia de Quebec. Durante estos cinco meses de huelga, el estudiantado organizado en su mayoría en asociaciones estudiantiles ha tomado decisiones por medio de la democracia directa y llevado a cabo numerosas marchas y acciones para vehicular el mensaje de rechazo a los planes privatizadores del gobierno y manifestar sus reivindicaciones de no al alza de las matrículas en un contexto de gratuidad escolar.

En todo este proceso de movilización y lucha, el gobierno de Charest ha tratado de burlarse de la organización estudiantil proponiendo soluciones fachada que no resuelven directamente el alza de las matrículas sino que la mantiene y la aumenta aún más. Ante la entereza y coherencia del estudiantado que ha rechazado las propuestas del gobierno, éste último creó la ley especial 78, que tiene como objetivo deshacer la organización estudiantil, arrebatándole su legítimo derecho de huelga y de toma de decisiones democráticas en asambleas para forzar el retorno a clases. También, con el ánimo de impedir que diferentes sectores de la sociedad sigan apoyando al movimiento, esta ley criminaliza toda tentativa de apoyo a las acciones directas de bloqueo y de marchas para continuar con la huelga.

Durante esta lucha, la CLASSE recibió la solidaridad de ustedes, el estudiantado de secundaria colombiano, organizado en la ANDES. La CLASSE se identifica plenamente con la justeza de los objetivos del estudiantado secundarista colombiano, celebrando que exista una asociación que reúna a los secundaristas y forme el espíritu de lucha de la juventud. La CLASSE se solidariza con su proceso con el ánimo de unir esfuerzos y de llevar a cabo futuras acciones en conjunto.

Contexte

ANDES COLOMBIE

L'ANDES est l'Association nationale d'étudiant-e-s de secondaire de la Colombie. Cette association comprend la défense de l'éducation publique de l'État et de qualité comme un élément de transformation des relations sociales du pays pour arriver à vaincre les inégalités de la structure sociale, économique et politique. Son but général est celui d'exiger un nouveau système éducatif ayant les ressources économiques nécessaires et un projet pédagogique alternatif avec des programmes de qualité, formateur d'esprits critiques.

Objectifs

- Consolider les processus estudiantins (universitaire et de secondaire) au sein du Comité permanent pour la défense de l'éducation publique.
- Consolider la mobilisation étudiante avec des secteurs de professeur-e-s.
- Travailler en coordination avec les mouvements sociaux et promouvoir le référendum pour l'éducation publique et de l'État comme un droit et dans le cadre de la mobilisation étudiante pour la défense de l'éducation publique.
- Accueillir et travailler étroitement avec toutes les organisations étudiantes et des écoles (conseils estudiantins, collectifs culturels, de l'environnement et sportifs) dans la réalisation de forums, ateliers et rencontres dans les différentes régions dans le but de définir les revendications et objectifs locaux, toujours dans le contexte de la défense de l'éducation publique, de l'État et de qualité.
- Exiger la démocratie dans les écoles en promouvant la construction de gouvernements estudiantins, le financement du transport, les restaurants et les objecteurs de conscience au service militaire obligatoire (OCSMO).
- Sortir dans la rue et défendre toutes les revendications des étudiant-e-s.
- Construire la rencontre nationale d'étudiant-e-s de secondaire afin d'actualiser les revendications nationales et planifier les journées nationales de mobilisation dans le but d'avancer sur le plan de la grève nationale d'étudiant-e-s de secondaire.
- Sur la base de nos principes et revendications, promouvoir l'unité avec d'autres organisations étudiantes.